

La collaboration Staline-Hitler

Une contribution de Jean-Jacques Marie

mardi 21 décembre 2021

Quelques nostalgiques des grandioses réalisations de Staline (le goulag, la peine de mort pour les petits larcins et pour les enfants de plus de douze ans, l'interdiction de l'avortement, les procès truqués, les purges à répétition, les déportations de peuples entiers, la traque des « cosmopolites »... etc), s'acharnent à rédiger, reproduire, imprimer et diffuser des pamphlets immondes visant à salir des acteurs de la révolution, en particulier Trotsky, qu'ils tentent de déguiser en complices ou agents d'Hitler et des nazis.

Ces déjections, dont les producteurs, privés de leur seul argument réel, les tueurs du NKVD, paraissent de grotesques perroquets, visent aussi à escamoter et à camoufler une réalité historique trop souvent gommée ou travestie : l'étroite collaboration politique, commerciale et même, à un moment, militaire entre Staline et Hitler pendant les 22 mois qui s'étendent du 23 août 1939 au 22 juin 1941.

En voici les moments les plus importants et les plus significatifs.

23 août 1939 : le pacte de non-agression

Le 23 août 1939, le ministre des affaires étrangères de l'Allemagne nazie, Joachim von Ribbentrop, atterrit à Moscou et, le même jour, signe avec Molotov, alors président du conseil des commissaires du peuple, gouvernement de l'URSS, un pacte de non-agression, connu généralement sous le nom de pacte Hitler-Staline.

La bourgeoisie britannique et Munich

Le 30 octobre 1938, à Munich, les dirigeants britannique et français, Neville Chamberlain et Edouard Daladier, avaient signé avec Adolf Hitler et Benito Mussolini, en l'absence d'un représentant de l'URSS, non invité, un accord organisant la première étape du démantèlement de la Tchécoslovaquie. Cet accord incarnait l'orientation politique de la bourgeoisie britannique, dont le premier souci était la défense de son gigantesque empire colonial ébranlé par l'aspiration des peuples coloniaux à l'indépendance suscitée par la victoire de la révolution en Russie. A ses yeux, l'URSS, en qui elle voit une incarnation du bolchevisme ennemi du colonialisme, est pour son empire un danger beaucoup plus menaçant que le troisième Reich, bien loin de ses frontières coloniales. Aussi aspire-t-elle à prolonger plus loin vers l'Est les aspirations expansionnistes du régime nazi engagé en ce sens par le début de son démantèlement de la Tchécoslovaquie. Les rituelles invectives hystériques d'Hitler contre le « judéo-bolchevisme » semblent garantir le succès de cette orientation.

Les gouvernements anglais et français (ce dernier à la traîne du premier) font donc, après Munich, traîner au maximum les pourparlers d'accord éventuel avec le gouvernement soviétique évoqués depuis des années. Staline, bien placé pour savoir que la situation économique, sociale et militaire de l'URSS est loin du tableau triomphal dessiné par la propagande et donc désireux de repousser le plus tard possible la guerre que toute l'Europe sent venir, fait au XVIIIe congrès du PC de l'URSS un appel du pied à Hitler. L'invasion prévue de la Pologne, avec qui Hitler avait signé en 1934 un pacte de non-agression, va entraîner dans la guerre les gouvernements anglais et français liés à elle par des traités d'alliance défensive. Pour Hitler et son état-major, mieux vaut éviter autant que possible une guerre sur deux fronts.

Hitler se décide à répondre à l'appel du pied de Staline, qui facilite la mise en œuvre de sa décision. Le 20 août 1939, un accord commercial germano-soviétique est signé à Berlin. Dans la nuit du 20 au 21 l'ambassadeur allemand à Moscou, Schulenburg, reçoit un appel de Berlin l'invitant à transmettre d'urgence à Molotov un message d'Hitler à Staline, où Hitler insiste pour que Staline reçoive Ribbentrop à Moscou le 22 août ou au plus tard le 23. Il s'appuie sur la signature du traité de commerce pour réclamer la signature d'un « *pacte de non-agression* », dont il « *accepte, écrit-il, le « projet transmis par votre ministre des affaires étrangères Molotov* ». Il ne ruse pas ; il souligne qu'il est pressé car, écrit-il, « *la tension entre l'Allemagne et la Pologne est devenue insupportable (...). La crise peut éclater à n'importe quel moment* » [1].

Il le dit donc clairement : c'est pour pouvoir attaquer la Pologne au plus vite qu'il veut signer un pacte avec Staline. Ce dernier, qui répond oui par retour, sait donc parfaitement ce qu'il fait - c'est-à-dire ouvrir la voie à la guerre contre la Pologne - quand il répond aussitôt positivement. Il fait un pas de plus qu'Hitler. Il se félicite dans une formule qui souligne que c'est bien lui qui est à l'initiative de la démarche : « *L'accord du gouvernement allemand pour conclure un pacte de non-agression permettra de liquider la tension politique et d'établir la paix et la **collaboration** (souligné par moi) entre nos deux pays* » [2] C'est donc Staline qui ajoute ainsi la « *collaboration* » entre l'Allemagne nazie et l'URSS. Elle va se matérialiser bientôt.

De la non-agression à la (première) collaboration : Hitler et Staline : main dans la main pour se partager la Pologne.

Le 23 août 1939, Staline et Hitler signent donc un pacte de non agression de dix ans, pacte comme l'histoire de la diplomatie en connaît un nombre incalculable, souvent violés par l'un des signataires bien avant leur échéance. On pourrait donc y voir la simple répétition d'une manoeuvre diplomatique courante. Mais celui-ci a un premier aspect particulier : il est complété par un protocole secret définissant une étroite collaboration entre la Wehrmacht et l'armée rouge, dont le gouvernement soviétique ne reconnaîtra l'authenticité qu'à la veille de la disparition de l'URSS.

Le premier protocole secret germano-soviétique.

Selon ce « *protocole strictement secret* », comme le qualifie le 4ème point de l'accord, les deux puissances signataires « *ont discuté dans des conversations strictement confidentielles la question de la définition de leurs sphères d'influence dans l'Europe de l'Est* », bref elles ont discuté des modalités d'un partage de l'Europe de l'Est. Le protocole secret contient donc un accord sur le partage à venir de la Pologne, une fois le pays envahi par la Wehrmacht et un partage des républiques baltes et de la Finlande en zones d'influence... qui ont abouti au partage suivant :

1) En ce qui concerne les états riverains de la Baltique (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie) « *la frontière nord de la Lituanie servira de ligne de partage entre la sphère d'influence de l'Allemagne et celle de l'URSS. En liaison avec cela les deux parties reconnaissent la prédominance de la Lituanie dans la région de Vilnius.* »

2) En ce qui concerne les régions appartenant à l'Etat polonais , « *la ligne des rivières Narev, Vistule et San délimitera les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS* ».

3) En ce qui concerne l'Europe du sud-est l'URSS se déclare intéressée par la Bessarabie à laquelle l'Allemagne ne s'intéresse pas. Enfin les deux puissances réservent leur position sur le maintien ou non d'un Etat polonais « *indépendant* » (sic !) [3]

Ce protocole définit bien le résultat d'une coopération pour se partager un gâteau territorial. Lors du gala qui réunit, le soir du 23 août, les nouveaux alliés, Staline porte un toast à la santé du Führer : « *Je sais l'amour que la nation allemande porte à son Führer. J'aimerais donc boire à sa santé* » [4].

A la fin de la soirée, Staline prend Ribbentrop par le bras et lui déclare : « *Le gouvernement soviétique prend le nouveau pacte très au sérieux. Je peux donner ma parole d'honneur que l'Union soviétique ne trompera pas son partenaire* ». [5] Ce pourrait n'être là que des phrases creuses, purement diplomatiques, sans contenu réel mais il tiendra parole.

Hitler annonçant la signature du pacte à une réunion d'officiers leur déclare : « *L'annonce aujourd'hui du pacte de non-agression avec la Russie a fait l'effet d'une bombe (...) Les conséquences sont incalculables. Nous n'avons pas à redouter un blocus : l'Est nous approvisionnera en blé, bétail, charbon, plomb et zinc.* » [6] C'est bien là encore le signe concret d'une collaboration

L'invasion de la Pologne....

Après l'entrée en Pologne, le 1er septembre 1939, de la Wehrmacht qui balaie l'armée polonaise en trois semaines, l'armée rouge y pénètre à son tour en franchissant sa frontière orientale dans la nuit du 16 au 17 septembre. Elle prend le contrôle de territoires où vivent en majorité des populations biélorusses et ukrainiennes, maltraitées par la camarilla ultranationaliste et ultraréactionnaire qui dirige la Pologne et qui accueillent souvent d'abord l'armée rouge avec une sympathie marquée, que les rafles, les arrestations et les déportations effectuées par le NKVD effaceront vite. Dans son avancée foudroyante, la Wehrmacht a dépassé la ligne de partage soviéto-allemande dessinée dans le protocole secret. Staline le 18, demande à Hitler de la faire revenir en arrière sur la ligne de partage fixée. Hitler en donne l'ordre contre l'avis de son état-major, mécontent d'avoir à rendre à l'armée rouge des territoires occupés par ses troupes.

Un communiqué germano-soviétique dans la Pravda

A la mi-septembre 1939 Ribbentrop atterrit pour la seconde fois à Moscou. Il vient discuter de la modification du protocole secret, d'un accord commercial et d'une déclaration commune des gouvernements allemand et soviétique soulignant les efforts conjoints des gouvernements nazis et soviétique pour liquider la guerre en Europe occidentale et donc y instaurer la paix. Le 19 septembre 1939, la *Pravda* publie le texte d'un communiqué germano-soviétique adopté la veille par les deux parties qui affirme : « *la tâche des armées soviétiques et allemandes vise à rétablir en Pologne l'ordre et le calme, brisés par l'effondrement de l'Etat polonais et à aider la population de la Pologne à reconstruire les conditions de son existence comme Etat* ».

Quand la Pravda confirme.

Le lendemain 20 septembre, la *Pravda* publie un communiqué encore plus attendrissant de l'agence soviétique Tass affirmant : « *La population allemande salue unanimement la décision du gouvernement soviétique de prendre sous sa protection la population biélorusse et ukrainienne de la Pologne que la fuite du gouvernement polonais abandonne aux caprices du destin* ». Le communiqué omet de rappeler la cause de cette « fuite » du dit gouvernement, qui s'est réfugié en Roumanie.

Dans son rapport devant le Soviet suprême de l'URSS, Molotov donnera une vision un peu moins idyllique de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne. Il y déclarera : « *Les cercles dirigeants de Pologne se targuaient beaucoup de la « solidité » de leur Etat et de la « puissance » de leur armée. Cependant il a suffi d'un **coup assez bref porté contre la Pologne d'abord par l'armée allemande puis par l'Armée rouge** (souligné par moi) pour qu'il ne reste rien de cet enfant monstrueux du traité de Versailles* ». Molotov évoque donc bien une coopération qui a débouché sur la liquidation de l'Etat polonais.

La satisfaction de Goebbels

Le 22 septembre 1939, le ministre de la propagande nazie, Joseph Goebbels, note dans ses carnets : « *Les Russes occupent, hélas, hélas, la zone pétrolière polonaise. Mais on ne peut rien y faire pour l'instant. Pour le reste nous n'avons avec eux aucun point de friction.* » [7]. Quelques jours plus tard, le 1er octobre, il note le jugement positif que porte Hitler sur la collaboration avec le Kremlin « *Conférence en tête à tête avec le Führer(...) Il est persuadé de la loyauté de la Russie* » [8], qui fait effectivement tout pour mériter un tel satisfecit.

Le 10 octobre 1939, Goebbels se déclare ravi par « *un article très positif et hostile à l'Entente dans les Izvestia, qui rend tout à fait justice à notre point de vue (...). Il arrive à point nommé pour nous et il en est pris note avec gratitude. Jusqu'ici les Russes ont tenu toutes leurs promesses* » [9].

Le second protocole secret.

Entre temps, le 28 septembre 1939 Ribbentrop est revenu une seconde fois à Moscou. Staline (par l'intermédiaire de Molotov) et Hitler (par l'intermédiaire de Ribbentrop) ont signé un protocole secret complémentaire qui modifie le partage territorial effectué à la suite du premier.

Ce second accord enregistre le fait que, depuis la signature du premier, « *le territoire de l'Etat lituanien est passé dans la sphère d'influence de l'URSS alors que, de l'autre côté, le district de Llublin et une partie du district de Varsovie sont passés dans la sphère d'influence de l'Allemagne* ». L'accord prévoit enfin une modification du partage prévu de la Lituanie entre les deux puissances visant à transférer à l'Allemagne une partie supplémentaire de la Lituanie. Ribbentrop exige un tiers de la Lituanie. Staline lui accorde un morceau de 398 km² occupé par 184.000 habitants. Ribbentrop donne son accord à ce résultat d'une amicale coopération dans le partage d'un gâteau territorial et soumet à la signature de Staline une carte illustrant concrètement les modifications du partage de la Pologne entre les deux puissances. Ribbentrop la signe au crayon rouge et Staline au crayon bleu. [10]

Le soir du 28 et du 29 septembre une réception cordiale est organisée au Kremlin. Les membres du Bureau politique du parti communiste y sont bien sûr invités.... sauf un, Lazare Kaganovitch, qui n'évoque pas ce petit fait dans ses mornes mémoires. Staline ne veut pas heurter la sensibilité des nazis en leur imposant la présence d'un juif. Exit donc le pauvre Lazare. On ne saurait être plus délicat dans le souci d'une collaboration efficace.

La Pravda du 30 septembre 1939 publie une déclaration triomphale de Ribbentrop sur ce nouvel accord. Ribbentrop se félicite : « *1. L'amitié germano-soviétique est maintenant définitivement établie. 2. Les deux parties n'admettront jamais l'ingérence de troisièmes puissances dans les questions de l'Europe de l'Est.* »

Le même numéro du journal évoque la manière dont la presse allemande a évoqué l'accueil fait à Ribbentrop au Kremlin. « *Le correspondant, écrit la Pravda, souligne que le déjeuner au Kremlin s'est déroulé dans une atmosphère extraordinairement cordiale.* »

Quand l'agence Tass confirme la « collaboration » Staline-Hitler.

Le 7 octobre 1939, l'agence Tass diffuse un communiqué intitulé « *extrait du discours d'Hitler au Reichstag* » publié dans la Pravda du même jour. Après avoir souligné que l'Etat polonais s'était édifié « *sur les ossements et le sang des allemands et des russes* », Hitler déclare sans que la Pravda fasse le moindre commentaire : « *La Russie ne voit aucune raison qui interdirait l'établissement d'une étroite collaboration entre nos Etats. La différence de régimes ne peut empêcher la lutte commune active pour la paix. Le pacte avec l'URSS est un moment tournant dans le développement de la politique extérieure de l'Allemagne, la base d'une collaboration durable et positive entre l'Allemagne et la Russie pour liquider les foyers de guerre et garantir la sécurité des peuples.* »(...) A l'est de l'Europe **les efforts de**

L'Allemagne et de la Russie instaurent la tranquillité et la paix. Les intérêts de l'Allemagne et de la Russie coïncident ici complètement. »(souligné par moi) L'agence Tass n'ajoute, soulignons-le, aucun commentaire à ce résumé des déclarations d'Hitler établi par ses soins, qui, une fois encore, définit une collaboration manifeste et cela par la plume de l'agence soviétique.

Le même numéro du quotidien soviétique contient des extraits d'une conversation entre Ribbentrop et un correspondant japonais où le ministre des affaires étrangères allemand exprime les mêmes idées avec un enthousiasme plus fort.

Un traité commercial...

Le 24 octobre 1939, l'URSS et l'Allemagne nazie signent un traité commercial qui prévoit la fourniture par l'URSS à Berlin d'une longue série de matières premières indispensables à l'effort de guerre allemand, et dont le blocus maritime imposé par la marine britannique empêche l'Allemagne de les obtenir auprès de ses nombreux fournisseurs traditionnels.

A la coopération commerciale Staline ajoute la coopération politique.

Une guerre pour détruire l'hitlérisme ? « insensé » et « criminel » ! (Molotov)

Le 31 octobre 1939, prenant la parole devant le Soviet suprême, Molotov salue, on l'a vu, la disparition de la Pologne puis célèbre la volonté de paix prêtée à l'Allemagne nazie : « *L'Allemagne se trouve dans la situation d'un Etat qui aspire à la fin la plus rapide possible de la guerre et à la paix, alors que l'Angleterre et la France, qui, hier encore, se prononçaient contre l'agression, sont pour prolonger la guerre et contre la conclusion de la paix. Les rôles, vous le voyez, changent* ». Il dénonce l'Angleterre et la France comme auteurs de guerre pour défendre « *leurs intérêt strictement matériels de forte puissances coloniales... Ce sont les craintes de perdre leur domination mondiale qui dictent aux cercles dirigeants d'Angleterre et de France leur politique d'excitation à la guerre contre l'Allemagne.* » Ainsi, pour Molotov, l'Allemagne nazie, non contente de mener une politique de paix, menacerait l'ordre colonial mondial qui est l'un des fondements de la domination bourgeoise

Molotov promeut enfin l'hitlérisme au rang d'une idéologie et ajoute : « *On peut aimer ou ne pas aimer l'hitlérisme. Mais toute personne saine d'esprit comprendra qu'une idéologie ne peut pas être détruite par la force. Il est donc non seulement insensé mais encore criminel de continuer une guerre pour la destruction de l'hitlérisme sous la fausse bannière d'une lutte pour la démocratie.* »

La fin de son discours est un hymne enthousiaste en faveur de l'amitié germano-soviétique : « *Les relations entre l'Union soviétique et l'Allemagne, déclare-t-il, se sont construites sur une base amicale (...). Maintenant nos rapports avec l'Etat allemand reposent sur la base de rapports amicaux, sur **la volonté de soutenir les aspirations de l'Allemagne à la paix.*** » (souligné par moi), formulation qui souligne, une nouvelle fois, l'aspiration à une collaboration entre les deux régimes, et il précise cette dernière affirmation en ajoutant : « *Nous avons toujours pensé qu'une Allemagne forte est une condition indispensable d'une paix solide en Europe.* » [11].

Staline livre des communistes allemands à Hitler.

Cette amitié nouvelle revêt une forme politique inattendue, même apparemment pour les dirigeants allemands, à en juger par le soutien croissant de Staline à la répression organisée contre les communistes allemands par les nazis. En décembre 1939, Bogdan Koboulov, résident du NKVD à Berlin, informe alors Molotov que la femme de l'ancien secrétaire général du parti communiste allemand Ernst Thaelman, en prison depuis avril 1933, s'est présentée à l'ambassade soviétique dont l'interprète, Pavlov, qui traduit l'entretien, racontera l'épisode plus tard : sans ressources, affamée, elle lui a demandé de l'aide. Koboulov

lui a répondu que les ambassades soviétiques ne disposent pas de fonds pour aider les victimes de la répression. Elle lui demande alors que l'URSS intervienne pour faire sortir son mari du camp où il est interné. Koboulov l'éconduit. Rosa Thaelmann s'étonne : « *il aurait donc fait pour rien tout son travail en faveur du communisme ?* ». Peut-elle alors s'adresser à Goering demande-t-elle alors à Koboulov, qui lui répond sèchement : « *C'est votre affaire* ». [12]

Ce n'est là qu'un début, encore modeste, de l'aide que Staline apporte à Hitler contre les communistes allemands. En février 1940, il livre à la Gestapo un premier détachement de trente communistes allemands émigrés en URSS pour échapper au nazisme, dont Margarete Buber-Neumann, femme de l'ancien dirigeant du PC allemand, et rédacteur en chef de son quotidien *Die Rote Fahne*, Heinz Neumann, que Staline avait fait fusiller en 1937 - ce que Margarete ne sait pas encore - et ne put donc livrer à Hitler en février 1940. Au total selon elle, c'est cent cinquante communistes allemands ou sympathisants proches que le NKVD livre alors à la Gestapo.

L'agent de cette dernière qui l'interroge ne voit dans cette livraison qu'une manœuvre et lui déclare : « *Heinz Neumann est à Paris et il travaille pour le Komintern. Et vous, qu'êtes-vous ? Un agent du Komintern et de la Guépéou. Vous ne croyez tout de même pas que les Russes vous auraient, vous, la femme de Heinz Neumann, livrée à l'Allemagne ?* » [13] Cette attitude de la Gestapo avec les victimes qui lui sont livrées souligne que Staline n'a pas répondu à une demande d'Hitler de lui envoyer les communistes allemands réfugiés chez lui, et que c'est lui qui a décidé de s'en débarrasser en les livrant à leurs bourreaux. La Gestapo et les SS, aveugles sur la réalité du stalinisme ne comprennent pas que Staline a liquidé l'écrasante majorité des survivants de la révolution, suspects d'en avoir gardé une étincelle, même s'ils étaient devenus de dociles staliniens... Aussi s'acharnent-ils à convaincre Margarete Buber-Neumann de cette accusation : « *On me traduit devant je ne sais combien de policiers. Tous s'efforcèrent de me prouver que j'étais un agent du Guépéou ou que j'avais été envoyée en mission en Allemagne par le Komintern* », puis ils l'envoient dans le camp de concentration de Ravensbrück où elle croupira jusqu'à la fin de la guerre. [14]

Une gaffe de Staline qui rend bien service à Hitler

Staline lance alors l'URSS dans une aventure calamiteuse. Désireux de repousser d'une trentaine de kilomètres la frontière au nord de Leningrad, avec la petite Finlande, qui rechigne, il fabrique de toutes pièces un incident de frontière puis attaque le 1er décembre 1939 la Finlande, protégée derrière sa frontière par une ligne de défense artisanale. L'armée rouge a une supériorité numérique et matérielle écrasante : 900 tanks contre 15 et 1 500 avions contre 158...

Pourtant l'armée rouge, lancée dans une offensive frontale où Staline voit l'essence de la stratégie militaire, se fait décimer et piétine. Elle réussit néanmoins à prendre la ville de Terioki, où Staline installe aussitôt un pseudo « Gouvernement populaire de la République démocratique de Finlande », formé pour l'essentiel de Russes de Carélie au nom finlandisé en hâte et que la majorité des communistes elle-même finlandais rejette. Il met à sa tête le finlandais Otto Kuusinen membre du Comité exécutif du Comintern et dont Staline a fait arrêter le fils pour mieux le tenir. Cette ruse grossière permet à Molotov de déclarer que l'URSS ne fait pas la guerre à la Finlande mais soutient, à sa demande, un gouvernement démocratique et populaire victime des assauts de la réaction. Nul n'y croit.

Les vœux d'Hitler et de Ribbentrop à Staline.

Le 23 décembre 1939 la *Pravda* publie les vœux d'anniversaire d'Hitler et de Ribbentrop à Staline. Hitler écrit : « *A l'occasion de votre soixantième anniversaire je vous demande d'accepter mes félicitations les plus sincères. J'y joins mes meilleures vœux, je vous souhaite personnellement une bonne santé, ainsi qu'un avenir heureux aux peuples de l'amical Union soviétique.* » Ribbentrop paraphrase les vœux de son Führer.

Au nord-est, l'armée finlandaise résiste plus de trois mois, mais finit par plier sous le nombre. Staline qui

comptait sur une victoire rapide en deux semaines et l'avait annoncé est furieux. Le bilan est lourd : l'armée rouge, dont Staline a largement étalé les faiblesses devant Hitler, a perdu 126 875 hommes tués, disparus ou prisonniers, contre à peine plus de 20 000 hommes pour l'armée finlandaise. L'aviation soviétique s'est montrée nulle face à un adversaire pourtant quasiment dépourvu d'aviation. Hitler mettra à profit le moment venu ce service que Staline lui rend, bien involontairement celui-là.

Du pacte anticomintern à la mise du Comintern sous l'éteignoir par Staline

Le 25 décembre 1936, l'Allemagne nazie et le Japon impérial ont signé un pacte antiComintern auquel l'Italie de Mussolini s'associera l'année suivante puis l'Espagne franquiste en 1939. L'une des premières conclusions pratiques que Staline tire de la signature du pacte de non-agression est la nécessité pour lui de soumettre l'Internationale communiste (ou plus exactement le fantôme qui porte encore et pour peu de temps ce nom) aux besoins de la collaboration avec Hitler. Ainsi au début de septembre, Wilhelm Pieck, dirigeant du PC allemand et membre du Bureau politique du PC allemand soumet à Manouïlski, membre du secrétariat du Comintern un projet de tract à diffuser en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Autriche. Si le tract vitupère les impérialistes anglo-français, il dénonce aussi « *le grand capital financier allemand* » et, pire encore, invite les travailleurs allemands à « *libérer l'Allemagne du fascisme hitlérien et de la domination du capital financier par la révolution socialiste* » et salue enfin « *l'unité fraternelle des peuples dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme.* » [15]

Sur les instructions de Jdanov, porte-parole de Staline, le secrétariat du Comintern tente d'abord de corriger toutes ces maladroites susceptibles d'irriter Hitler. Il efface les gros mots de « fascisme » et d' « hitlérisme » mais laisse subsister la dénonciation du « grand capital allemand. » . C'est encore trop pour Staline, qui sermonne le Secrétariat du Comintern. Ce dernier, mis au pas, interdit la diffusion du tract maudit dans les trois pays concernés et l'envoie aux archives. Ce n'est là qu'un début, encore modeste.

Un nouvel accord commercial...ou « *le désir du gouvernement soviétique d'aider l'Allemagne est devenu de plus en plus évident* » (Schnurre).

Le 11 février 1940, Staline signe un nouvel accord commercial avec l'Allemagne. Il promet de livrer à Hitler tous les métaux dont ce dernier a besoin pour sa machine de guerre (cuivre, étain, nickel, cobalt, molybdène, wolfram, fer) en échange de prototypes de machines, brevets et plans, cher payés, et d'armements et matériels modernes, dont des tourelles de navires qu'Hitler livrera avec une lenteur inversement proportionnelle à la rapidité avec laquelle l'URSS honorera ses livraisons jusqu'au dernier jour.

La Pravda du 13 février 1940 publie un communiqué saluant cet accord qui, selon elle « *répond aux désirs des gouvernements des deux pays sur l'élaboration d'un programme économique d'échange de marchandises entre l'Allemagne et l'URSS(...)* Cet accord économique prévoit l'exportation de matières premières de l'URSS en Allemagne, compensée par des livraisons d'articles industriels par l'Allemagne en URSS(...) L'intention est d'augmenter encore plus à l'avenir les fournitures réciproques de marchandises ».

Le négociateur allemand du ministère des Affaires étrangères, Schnurre détaille, dans un memorandum adressé à Berlin le 26 février, la liste des marchandises que l'URSS de Staline, en application de l'accord signé, s'est engagée à livrer à l'Allemagne nazie au cours des douze prochains mois :

« *900.000 tonnes de pétrole, 100.000 tonnes de coton, 500.000 tonnes de phosphates, 100.000 tonnes de minerai de chrome, 500.000 tonnes de minerai de fer, 300.000 tonnes de ferraille et de fonte 2 400 kilos de platine.* » A quoi il ajoute, sans préciser les volumes : du manganèse, des métaux, du bois et autres matières premières. Il ajoute enfin à cette liste une énumération de matières premières que l'URSS s'est engagée à fournir à l'Allemagne nazie au cours des 18 mois à venir pour l'aider à produire les matériels qu'elle doit lui livrer : « *3000 tonnes de cuivre, 950 tonnes d'étain, 500 tonnes de molybdène, 500 tonnes de tungstène, 40 tonnes de cobalt ..* Schnurre ajoute : « *L'Union soviétique nous propose (ce n'est donc*

pas une réponse à une demande des nazis mais une avance du Kremlin lui-même) *le droit de transit vers et en provenance de Roumanie, l' Iran, l'Afghanistan et les pays d'Extrême-Orient* » en utilisant le transsibérien, utilisation pour laquelle le Kremlin propose de réduire les tarifs de transport de 50 %. Ouvrir ainsi à l'Allemagne nazie un accès direct aux fournisseurs du Proche Orient et de l'Asie pour lui permettre ainsi d'échapper ainsi au blocus maritime organisé par l'Angleterre est un service appréciable rendu à Hitler. On ne saurait être plus courtois, plus aimable et surtout plus coopératif.

Schnurre est d'ailleurs impressionné par l'extrême bonne volonté des négociateurs soviétiques : « Au cours des longues négociations **le désir du gouvernement soviétique d'aider l'Allemagne est devenu de plus en plus évident** (souligné par moi) ainsi que le désir de renforcer fermement la compréhension politique mutuelle lors du règlement des questions économiques » [16]

Goebbels de plus en plus satisfait...

Le 15 mars 1940 Goebbels note avec satisfaction : » *Nous sommes désormais alliés à la Russie. Nous n'en avons jusqu'ici tiré que des avantages* » (p 104).On ne saurait être plus clair.

Le Comintern réduit au silence.

Le 1er octobre 1940, le même Goebbels note toujours avec autant de satisfaction : « *Staline publie dans la Pravda une déclaration sur le pacte tripartite. Très positive(...) On coupe ainsi l'herbe sous les pieds ces ploutocrates qui avaient spéculé sur l'aide des bolcheviks. (...)Le Führer accueille avec satisfaction la déclaration de Staline. Elle nous aide à faire un petit pas de plus* » (p. 198-199).

Le 5 octobre 1940 la *Pravda* publie un communiqué « *sur la signature un accord sur les communications ferroviaires entre l'URSS et l'Allemagne* ».On y lit : « *Le 1er octobre à Berlin a été signé un accord sur les communications ferroviaires entre l'URSS et l'Allemagne. L'accord prévoit une communication directe à la fois pour les passagers et les marchandises entre l'URSS et l'Allemagne. Les négociations se sont déroulées dans une atmosphère bienveillante* » .

Barbarossa.

Le 18 décembre 1940, Hitler a ordonné à son état-major d'achever les préparatifs de l'invasion de l'URSS pour le 15 mai 1941. C'est le plan Barbarossa. L'attaché militaire soviétique à Berlin, le général Toupikov, informe Staline de la décision et annonce l'invasion de l'URSS pour mars 1941. Malgré cette information, Staline autorise l'attaché de l'air allemand, le général Ashenbrenner, à visiter les usines d'aviation soviétiques les plus modernes.

Un nouvel accord commercial.

Le 10 janvier 1941, l'URSS et l'Allemagne signent un nouvel accord commercial, dont les Allemands proposent qu'il couvre les dix-huit mois à venir jusqu'en août 1942. Un communiqué publié dans la *Pravda* du 11 janvier 1941 exprime la vive satisfaction du Kremlin. On y lit : « *Le nouvel accord (...) constitue une nouvelle étape dans la réalisation du programme économique élaboré par les deux gouvernements en 1939. L'accord régule l'échange de marchandises entre l'URSS et l'Allemagne jusqu'au 1er août 1942* » , date proposée par les représentants allemands pour camoufler le calendrier du plan Barbarossa. La somme des livraisons fournies par les deux parties dépasse nettement les cadres définis dans le premier accord. L'URSS fournit à l'Allemagne des matières premières industrielles, des produits pétroliers et des produits alimentaires, en particulier du blé . L'Allemagne fournit à l'URSS un outillage industriel.

« *Les pourparlers, continue la Pravda, se sont déroulés dans un esprit de compréhension et de confiance mutuelles conformes aux relations amicales qui existent entre l'URSS et l'Allemagne.* » Même les problèmes liés à l'inclusion au sein de l'URSS des pays baltes, où pourtant la présence et les intérêts germaniques sont grands, ont officiellement été réglés harmonieusement. Le texte poursuit en effet : « *Toutes les questions économiques, y compris les questions apparues à la suite de l'union de nouveaux territoires à l'URSS ont été réglées conformément aux intérêts des deux pays.* »

Défendre l'Allemagne nazie contre des rumeurs malveillantes ?

Le 13 janvier 1941 la *Pravda* publie un communiqué de l'agence Tass qui semble annoncer le début d'un refroidissement entre les deux signataires du pacte du 23 août. Le communiqué réfute des bruits sur l'entrée de troupes de la Wehrmacht en Bulgarie. « *Dans la presse étrangère, affirme le communiqué, circule l'information, venue de certains cercles de la Bulgarie, affirmant qu'ont déjà été envoyés en Bulgarie des détachements des troupes allemandes, que leur envoi en Bulgarie se poursuit au su et avec l'accord du gouvernement soviétique et qu'en réponse à l'interpellation du gouvernement de la Bulgarie sur la pénétration de troupes allemandes en Bulgarie le gouvernement de l'URSS a confirmé son accord.* » Selon le communiqué jamais le gouvernement allemand n'a soulevé devant lui la question de l'envoi de troupes en Bulgarie et jamais le gouvernement bulgare n'a soulevé cette question auprès du gouvernement soviétique. Le lendemain la *Pravda* publie un commentaire du bureau allemand d'information parlant d'un « *prétendu* » envoi de troupes en Bulgarie et affirmant qu'il n'y a dès lors rien d'étonnant à ce que l'agence Tass « *ait jugé de son devoir de réfuter ces informations* ».

Molotov demande à voir l'ambassadeur allemand à Moscou, Schulenburg, et lui déclare que l'URSS considère la Bulgarie et les Détroits comme « *une zone de sécurité de l'URSS* » et dénonce « *l'apparition de n'importe quelles troupes étrangères* » dans ces zones comme « *une violation des intérêts de l'URSS.* » [17].

Mais lorsque la Wehrmacht entre en Bulgarie le 1er mars le communiqué de l'agence Tass publié par la *Pravda* du 3 mars 1941 se contente d'une information laconique : « *Le bureau allemand d'information fait savoir de Sofia que les troupes allemandes sont entrées sur le territoire de la Bulgarie avec l'accord du gouvernement bulgare* ». On ne saurait être plus discret...

Malgré ce refroidissement, l'URSS continue à livrer à l'Allemagne nazie les matières premières dont elle a besoin.

L'affaire yougoslave.

Le 25 mars 1941 le gouvernement yougoslave pro-allemand de Tsvetkovitch s'associe au pacte anti-Comintern. Deux jours plus tard il est renversé par le général antinazi Simovitch, proche des Anglais. Dans la nuit du 5 au 6 avril Staline signe un pacte de non-agression avec ce nouveau gouvernement Yougoslave. Dans la nuit du 6, un banquet doit réunir les signataires pour célébrer l'accord. Avant l'ouverture prévue du banquet la Luftwaffe bombarde Belgrade et en détruit une partie au moment même où les troupes allemandes envahissent le territoire. Aussitôt informé Staline fait immédiatement annuler le banquet dont la tenue aurait, dit-il, « *un caractère de défi provocateur* ». [18] Certes la tenue du banquet n'aurait rien changé à la situation en Yougoslavie, mais son annulation, qui symbolise l'annulation factuelle du pacte soviéto-yougoslave, mort-né, est un geste en direction d'Hitler qui ne peut qu'y voir un signe de la mansuétude de Staline.

Trois jours plus tôt, le 3 avril, il a signé un pacte de non-agression avec le Japon, l'un des trois pays signataires du pacte anti-Comintern. Accompagnant à la gare le ministre des affaires étrangères japonais, Matsuoka, il lui déclare dans l'intention - suivie d'effet - que ce dernier le répétera à ses alliés allemands : « *Je suis un partisan convaincu des puissances de l'axe et une ennemi de l'Angleterre et de l'Amérique.* » Le Japonais se hâte de répéter ces propos à l'ambassadeur allemand Schulenburg à qui, en plus, Staline

déclare sur le quai de la gare : « *Nous devons rester des amis* » et il empoigne au passage le colonel Krebs de l'ambassade allemande et lui déclare : « *Nous avons été amis avec vous et nous resterons toujours amis avec vous.* » [19]

Peut-on considérer ces déclarations comme relevant du simple bavardage diplomatique platonique ? Non. On va le voir en évoquant ci-après le memorandum du 15 mai la manière dont Staline remplit ses obligations commerciales envers l'Allemagne nazie - qui, elle, ne lui rend guère la monnaie de sa pièce. Le document montre que Staline continue à apporter une aide effective à l'effort de guerre germanique croissant, aide qui va bientôt se tourner brutalement contre l'Union soviétique.

Du pacte anti-Comintern à la dissolution du Comintern ?

Le 9 mars 1941 Jdanov, porte-parole de Staline, discute avec Dimitrov, le secrétaire du Comintern, de la préparation(si l'on peut dire !) de la journée internationale du 1er mai : « *Nous considérons tous deux , note Dimitrov, qu'il n'est pas utile d'intervenir dans la situation actuelle avec un appel pour le 1er mai.* » (Pas d'appel de l'Internationale communiste donc pour la journée internationale des travailleurs du monde entier, seulement des directives internes envoyées aux secrétariats des différents partis communistes.

Onze jours plus tard, le 20 avril au soir, Staline discute avec les membres du bureau politique et Dimitrov. Il leur explique la nécessité, à ses yeux, de dissoudre le Comintern : « *Ne vous attachez pas, leur dit-il, à ce qu'il y avait hier. Prenez strictement en compte la situation qui est en train de se créer.(...) Du point de vue de l'intérêt pour les institutions du Comintern, raille-t-il, ce n'est peut-être pas agréable, mais ce ne sont pas ces intérêts qui décident* » et il conclut : « *La question de l'existence du Comintern à court terme, des nouvelles formes de liens internationaux et de l'activité internationale dans les conditions d'une guerre mondiale sont posées de manière forte et claire* » [20] [21] Une réunion du secrétariat du Comintern avec Jdanov le 12 mai est entièrement consacrée à la préparation de la cette dissolution, dont les présents soulignent qu'elle ne doit pas « *faire naître une impression d'enterrement et de désorientation* » [22] .L'attaque de l'URSS par Hitler le 22 juin va sauver, provisoirement - le Comintern.

Goebbels toujours content de Staline

Le 13 mai 1941, alors même que le plan Barbarossa est en cours d'achèvement Goebbels le répète une fois de plus : « *Staline continue d'agir à notre satisfaction* ». [23]

Le 15 mai le ministère des affaires étrangères de l'Allemagne rédige un memorandum sur les relations économiques entre l'URSS et l'Allemagne. Le ministère souligne à la fois les « difficultés » de l'Allemagne à remplir ses engagements vis-à-vis de l'URSS alors que cette dernière lui livre bien tout ce à quoi elle s'est engagée : « *Comme dans le passé, écrit l'auteur du rapport, Schnurre, des difficultés sont apparues dans l'exécution des engagements allemands sur les fournitures à l'URSS, en particulier dans le domaine des armements. Comme auparavant nous ne pourrions pas tenir les délais.* » Schnurre, avec cynisme explique en quoi le problème n'est pas bien grave : « *La non-exécution par l'Allemagne de ses engagements ne commencera à se faire sentir qu'après août 1941, car jusqu'à cette date la Russie est obligée de considérer ses fournitures comme une avance.* »

Après août évidemment, vu le plan Barbarossa, pas de problème : l'avance ne sera jamais remboursée.

Schnurre précise : « *Les complications sont apparues en particulier dans la non-exécution [par l'Allemagne] des contrats sur les livraisons dans le domaine des forces aériennes* ». En revanche la fabrication d'un croiseur allemand à Leningrad, avec la participation de 70 ingénieurs allemands, va bon train et pour ce croiseur les matériels promis arrivent à l'heure !

De son côté l'URSS remplit ponctuellement ses engagements. Schnurre le note : « *La situation concernant*

la livraison de matières premières par la Russie se poursuit de façon satisfaisante » et il cite une liste des résultats depuis le début de l'année ! 632.000 tonnes de blé 232.000 tonnes de pétrole ; 23.500 tonnes de coton, 50.000 tonnes de manganèse, 67.00 tonnes de phosphate, 900 kilos de platine. Et le mouvement s'accélère même puisque, pour le seul mois d'avril, Schnurre comptabilise : 208.000 tonnes de blé, 90.000 tonnes de pétrole, 8 .300 tonnes de coton, 6.300 tonnes de cuivre, d'étain et de nickel.

Schnurre souligne un problème politique : « *De graves difficultés sont créées par les bruits qui ne cessent de courir sur le caractère inévitable du choc entre l'Allemagne et la Russie* », et qui nourrissent, écrit-il « *une inquiétude sérieuse dans l'industrie allemande qui s'efforce de refuser d'honorer les transactions passées avec la Russie et dans certains cas refuse même d'envoyer à Moscou les personnels indispensables pour la réalisation des contrats.* »

L'attitude des Soviétiques lui paraît en revanche favorable. Il souligne d'abord leur ponctualité dans les livraisons : « *Bien sur cela exige pour eux de grands efforts Les Russes livrent ponctuellement le volume de matières premières qui est fixé par l'accord.* » Cette ponctualité, tout à fait inhabituelle dans la vie économique de l'URSS où les retards de livraison - sans parler des manques - sont fréquents, est le produit d'une décision politique au plus haut niveau. Elle pousse Schnurre à affirmer : « *J'ai le sentiment que nous pourrions présenter à Moscou des exigences économiques, dépassant même le cadre des accords du 10 janvier 1941 et qui pourraient remplir les besoins économiques dans des dimensions plus grandes que ce que l'accord a défini* » [24]

Une contribution de Staline à l'attaque de l'URSS par l'Allemagne nazie..

Le 26 mai Staline informe les généraux Joukov et Timochenko que l'ambassadeur allemand Schulenburg a demandé au gouvernement soviétique d'autoriser plusieurs groupes d'enquêteurs allemands à rechercher dans les secteurs frontaliers les tombes des soldats allemands inhumés lors de la première guerre mondiale. Ce souci d'honorer les morts ne trouble guère Staline qui donne son accord en exigeant simplement que ces recherches soient limitées aux lieux mêmes de sépulture ce que les passionnés de la mémoire acceptent sans rechigner. Les deux gradés soviétiques, stupéfaits, n'osent pas protester. [25]

Les relevés topographiques précis que ces amateurs de tombes récoltent ainsi complètent ceux obtenus par les avions allemands lors des 324 violations de l'espace aérien soviétique qu'ils ont effectuées entre le 1er janvier et le 22 juin et contre lesquelles Staline n'a pas réagi.

Mais il a tort de montrer à Hitler qu'il a peur. Un communiqué de l'agence de presse officielle Tass du 14 juin affirmant que les relations entre Moscou et Berlin sont excellentes produit le résultat inverse. Goebbels note : « *Du point de vue du Führer le démenti de Tass n'est qu'un fruit de la peur. Staline tremble devant ce qui s'annonce.* » [26]

Staline tente de prolonger un pacte moribond et d'amadouer Hitler, qui juge n'avoir plus besoin de lui, par sa passivité et par la ponctualité avec laquelle, par une ultime contribution à l'effort de guerre nazi, il fait livrer jusqu'au 21 août au soir toutes les commandes de l'Allemagne .

Le 22 juin 1941 à 0h 30 le soldat communiste allemand Alfred Liskov déserte et franchit la frontière soviétique au péril de sa vie pour avertir l'armée rouge que la Wehrmacht va attaquer à 3 heures du matin. Staline, prévenu alors qu'il banquette au Kremlin, ordonne de le fusiller ce « *provocateur* ». Sitôt dit, sitôt fait. C'est le dernier service rendu à Hitler par Staline pour prolonger l'existence d'une collaboration agonisante. Le banquet se poursuit dans l'insouciance et la vodka jusqu'à deux heures du matin, puis Staline va se coucher. La Wehrmacht attaque une heure plus tard, pendant son sommeil.

Jean-Jacques Marie

Lire sur le site Cahiersdumouvementouvrier.org les articles suivants des Cahiers du mouvement ouvrier (CMO) :

[CMO n° 2 Un bloc pour renverser Staline](#)

[CMO n° 3 : Un crime du stalinisme :l'évacuation du goulag en 1941-1942.](#)

CMO n° 2et 3 : Vadim Rogovine : La Grande terreur.

[CMO n° 4 : Le tract du PC italien du 1er août 1936 en direction des fascistes italiens.](#)

[CMO n° 7 : Le tract du PC allemand interdit par Staline](#)

[CMO n° 8 : L'affaire de la plateforme Rioutine](#)

[CMO n° 11 ; Les préparatifs des purges de l'armée rouge et la provocation Hitler-Staline](#)

[CMO n° 14 : Quand les fascistes russes applaudissaient Staline](#)

Voir en ligne : [Cahiers du Mouvement Ouvrier](#)

Notes

[1] Dmitri Volkogonov, Stalin polititcheski portret, t.2 , p 29.

[2] Ibid, p.30

[3] SSSR-Germania 1939-1941, Vilnius, p 62-63.

[4] V Berejkov, Kak ia stal perevodtchikom stalina(Comment je suis devenu l'interprète de Staline), p. 48

[5] Ibid. p 47.

[6] Allan Bullock, Hitler-Staline,tome 2, p 63.

[7] Joseph Goebbels, Journal 1939-1942, p 25.

[8] Ibdi, p 37.

[9] Ibid,p 45.

[10] Ibid, 109-110.

[11] *Pravda* 1er novembre 1939

[12] Novaia i noveichaia istioria,n° 4,2000,p 100.

[13] Margarete Buber-Neumann, Déportée en Sibérie, p. 222.

[14] Ibid, p213,222 et 241.

[15] Comintern i vtoroia morovaia voïna,,t.1, p 127-131

[16] SSSR-Germania 1939-1941, t 2 , pp 36-39.

[17] Ibid, t.2 , p 143-144

[18] G Gorodetsky. Le grand jeu de dupes, p 226..

[19] Dokoumenty vnechnei politiki t.23, livre 2 pp 560-565.

[20] G Dimitrov, p 454.

[21] Ibid, p 459.

[22] Ibid, p 471

[23] Joseph Goebbels, Ibid, p 290

[24] SSSR-Germania 1939-1941 , t 2 , p 36-39.

[25] Ivzestia TsK KPSS, 1995, n°2, pp 4-22 et G Joukov, Vospominania i razmychlenia t 1, p 346-347. La défense de Staline exige trucages et falsifications de tous ordres, repris par les dévoués ministres de son culte, lors de la publication des Mémoires de Joukov sous Brejnev... les deux pages où Joukov évoque cet épisode ont été supprimés sans que le lecteur en soit bien entendu averti.

[26] Joseph Goebbels, Ibid, p 290.